

Notre-Dame-des-Landes : Non à l'opération de police-spectacle du gouvernement, Oui à la préservation des projets de vie sur la Zad.
(Communiqué)

Ainsi, encore une fois, des images de violence sont associées à la Zad de Notre-Dame-des Landes.

Le gouvernement n'a pas voulu attendre que mûrisse l'idée d'une négociation de tous les projets de vie à l'oeuvre sur ce site depuis parfois de longues années. Cette idée se serait traduite par une "Convention d'Occupation Précaire" collective, proposée par l'Acipa, qui aurait donné un cadre juridique à une négociation.

En refusant cette négociation, certains soi-disant radicaux ont servi les intentions du gouvernement de "faire une démonstration de sa fermeté".

En prenant la posture de la radicalité sans concession, ils ont permis au gouvernement de prendre un avantage dans sa guerre de la communication, et donc de légitimer son intervention avec des moyens qui ne laissaient aucun doute sur l'issue du combat.

Cependant, en expulsant la "Ferme des cent noms", le gouvernement vient de commettre une énorme erreur qui peut ruiner son "plan de communication" :

"L'expulsion forcée qui vient de se produire à la ferme des 100 Noms (lire ici) pourrait bien marquer un tournant dans la prise de position de l'ACIPA, qui s'était dernièrement éloignée du parti pris jugé "trop radical" des zadistes.

Si les accords passés avec la préfecture ne sont pas respectés, cela pourrait se transformer "en opération César numéro 2". Dominique Fresneau, opposant historique à l'aéroport et agriculteur sur la ZAD, ne cache pas sa colère après ce qui vient de se passer. "C'est inacceptable et ça risque d'embraser toute la zone. Ces gens-là (NDLR : les occupants de la ferme des 100 Noms) portaient un vrai projet agricole, et un projet qui tenait la route !" explique l'un des représentants de l'ACIPA dans notre vidéo.

Maintenant les militants craignent pour les autres projets agricoles en cours sur lesquels la préfecture s'était engagée à ne pas intervenir et appelle leurs sympathisants à se mobiliser demain sur la ZAD pour les protéger."

<http://www.presseocean.fr/actualite/nddl-lacipa-est-en-colere-apres-le-gazage-et-lexpulsion-des-100-noms-09-04-2018-267703>

Il n'est donc pas trop tard pour stopper cette logique mortifère.

Nous appelons tous les partisans d'une solution négociée à se rassembler en ce sens.

Demain à 17h devant la préfecture de Tarbes.

Henri LOURDOU militant EELV 65.